

Journal de 24 heures
Pour éviter que certains miliciens hutu ne
s'infiltrerent dans la zone de sécurité, les
militaires français multiplient les opérations de
désarmement

Catherine Ceylac, Benoît Duquesne, Jean-Louis Normandin

France 2, 8 juillet 1994

Alain Juppé a réuni les représentants de 17 ONG et leur réclame d'intensifier leur action.

[Catherine Ceylac :] Alain Juppé lance un cri d'alarme à propos du Rwanda. Le ministre des Affaires étrangères a réuni les représentants des 17 organisations non gouvernementales pour évoquer la situation catastrophique de ce pays. Il réclame aux ONG d'intensifier leur action. Selon son estimation, il faut 500 tonnes d'aide alimentaire acheminée chaque jour.

Edouard Balladur s'en fera d'ailleurs l'écho lundi [11 juillet] à New York où il s'adressera au Conseil de sécurité des Nations unies.

Sur le terrain on constate une poussée des soldats du FPR qui ne sont plus qu'à trois kilomètres du poste français le plus avancé. Mais pour le moment la zone humanitaire est respectée. Des milliers de personnes y affluent. Et pour éviter que certains miliciens hutu ne s'y infiltrent, les militaires français multiplient les opérations de désarmement. Le reportage de Benoît Duquesne, Jean-Louis Normandin et Jean-Claude Gautheron.

[Benoît Duquesne :] Dans cette petite commune de Mobuga [Mubuga] aux confins de la zone de sécurité française [gros plan sur un jeune homme assis au bord d'une route aux côtés de son automitrailleuse], la mission du capitaine Hervé et de ses hommes est de récupérer les armes [gros plan sur le canon placé sur le véhicule d'un militaire français en train d'entrer dans le village de

Mubuga ; une incrustation "Mubuga [Mubuga], Rwanda" s'affiche à l'écran], de faire le tri entre gendarmes, militaires des Forces armées rwandaises qui fuient avec les réfugiés, membres de la défense civile. Et puis les autres, tous les autres. Ceux à qui les circonstances et la guerre ont fourni une arme pour leur sécurité ou pour l'insécurité d'autrui [on voit des soldats français au béret rouge en train de se déployer dans le centre de Mubuga].

[Un militaire français au béret rouge répond à Benoît Duquesne : - "Suite à notre premier passage, là, euh..., le message a..., a été lancé à la population comme quoi on irait rechercher des civils en armes". Benoît Duquesne : - "On leur a demandé quoi, d'cacher les armes ?". Le militaire français : - "Ouais" [on voit des militaires français en train d'interpeller des gens].]

Ces deux-là n'ont visiblement pas entendu la consigne. Ils se promenaient tranquillement parmi la foule avec leur attirail. Fouille, explications [on voit le soldat français plaquer un individu contre un arbre et le fouiller devant une foule de villageois]. S'ils veulent récupérer tout ça ils devront aller à Gikongoro s'expliquer à la préfecture [on entend le soldat français dire à l'individu : "Écarte les jambes"].

[Benoît Duquesne s'adresse à un soldat français au béret rouge qui semble être le responsable des fouilles : - "Et c'est quoi comme arme, ça ?". Le soldat français au béret rouge [après avoir regardé l'arme que porte son collègue] : - "Ça c'est AK..., AK47" [on entend un autre soldat dire : "On continue, hein"]. Benoît Duquesne : - "Et ils s'promenaient avec ça ?". Le soldat français : - "Ouais. Puis celle-là aussi". Benoît Duquesne : - "Et celui-là, c'est deux armes ?". Le soldat français : - "Voilà".]

Et la moisson continue, de plus en plus fructueuse. Des armes, disent les réfugiés, ont été distribuées en grand nombre avant la prise de Butare [on voit les militaires français en train de récupérer un stock d'armes dans une maison]. Maintenant Butare est tombée et pour les Français, si l'on veut que cette zone devienne un lieu de sécurité, il est temps de les rendre [on voit la jeep des militaires français remplie d'armes confisquées quitter le village de Mubuga].